

Le Journal de PEYNIER

n°19 - Novembre 2012

Peynier ne veut pas être intégré à la Métropole de Marseille

Avec 89 maires des Bouches-du-Rhône, Peynier dit non à la métropole marseillaise.

"Je veux vivre ici à Peynier, je ne veux pas vivre dans une métropole".

Signé :
le Village de Peynier

Avec une métropole marseillaise, des constructions de HLM à Peynier seront décidées à Marseille

Mesdames, Messieurs, Mes Chers concitoyens, Mes Chers Amis,

Notre Village de Peynier que nous tentons de protéger de toutes les convoitises est aujourd'hui très menacé par une métropole marseillaise.

J'ai longtemps espéré que cette erreur d'affaiblir encore les Communes ne serait pas commise. Nous savons que la Communauté Urbaine de Marseille a de graves difficultés, mais intégrer Peynier dans une métropole de Marseille est la pire des fautes à commettre !

Lorsque nous parlons de "chez nous" nous parlons de notre Pays de France, puis de notre Terre de "Peynier". La Commune est le socle de notre République et de notre vie quotidienne. La Mairie est la force de proximité la plus forte de tous les Pays d'Europe.

La loi de réforme territoriale, mise en œuvre par le Gouvernement précédent et que j'ai combattue, agissait comme un dissolvant des Mairies. Malgré les promesses des parlementaires de la majorité actuelle, cette loi n'a toujours pas été abrogée. Bien au contraire, le Gouvernement actuel veut poursuivre la création des Métropoles. Peynier et les villages du Département seraient dissous dans une métropole marseillaise.

Le Premier Ministre vient de nommer un nouveau "Préfet délégué en charge du projet métropolitain Marseille-Provence" qui n'hésite pas à m'adresser une "feuille de route méthodologique" qui prévoit notamment : "un programme de rénovation urbaine exceptionnel des quartiers en voie de marginalisation urbaine" ...

Ce Préfet délégué au projet métropolitain a "porté à la connaissance" du Maire de Peynier une "note d'organisation" pour "engager un vaste plan de répartition des logements sociaux sur l'ensemble de l'espace métropolitain".

Je vous demande de m'aider dans mon combat contre l'intégration de Peynier dans une Métropole Marseillaise, car, comme vous, je ne veux pas vivre dans une Métropole, je veux vivre à Peynier !

*Je compte sur vous,
Vous pouvez compter sur ma détermination*

Christian BURLE,
Maire de Peynier



À MONSIEUR LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE
À MONSIEUR LE PREMIER MINISTRE
ET À MESDAMES ET MESSIEURS LES PARLEMENTAIRES
DES BOUCHES-DU-RHÔNE

Lettre du 5 novembre 2012

Monsieur le Président de la République,
Monsieur le Premier Ministre,
Mesdames et Messieurs les Parlementaires des Bouches-du-Rhône,

Avec une participation de plus de 80% aux élections municipales, nous, maires soussignés, estimons avoir une légitimité suffisante pour exprimer, au nom de nos populations, nos opinions sur l'organisation territoriale des Bouches-du-Rhône.

C'est avec franchise, détermination et optimisme que nous avons décidé d'attirer votre attention sur le projet d'organisation territoriale des Bouches-du-Rhône, notamment la métropole, et sur la loi du 16 décembre 2010 de Réforme des Collectivités Territoriales de la France.

Cette loi contestée en 2010 par des parlementaires de la majorité actuelle, ainsi que des parlementaires de l'ancienne représentation nationale, n'est toujours pas abrogée.

Sans esprit moralisateur ou corporatiste, sans aucun clivage politique, nous pensons qu'il est salutaire de respecter les engagements pris par les élus, aujourd'hui majoritaires et de placer la vie quotidienne des habitants de nos communes au cœur des projets de territoires.

Lorsqu'il parle de "chez lui" un Français parle d'abord de son Pays et de sa Ville. La Ville ou le Village reste pour le citoyen français la référence qu'il désigne en premier pour définir son lieu d'origine, le territoire où il vit, sa terre. **Malgré sa tradition centralisatrice, la France n'a jamais pu dissoudre ce sentiment fort d'appartenance à un village, une ville ou un terroir.**

La Commune et le Département sont les deux premières institutions de base de la République Française. Depuis 220 ans, ce sont les deux socles de notre Pays qui sont au cœur de la vie quotidienne des Français.

Depuis plusieurs années, le discours dominant, tristement admiratif des modèles qui ne sont pas tricolores, relayé par de nombreux bureaucrates et eurocrates, sur la France qui tombe et qui croule sous le poids des "trop nombreuses communes et du mille-feuilles français", noircit le diagnostic de l'efficacité communale et de son bilan.

Les mairies sont la composante vitale de notre pays qui renforcent l'énergie des territoires locaux et consacrent une gestion publique, proche des citoyens. **La Mairie est la force et la relation de proximité avec l'habitant, la plus forte de tous les pays d'Europe. C'est une chance pour la France et pour les Français !**

Un maire est le représentant d'une population à laquelle, il rend des comptes au quotidien : sur sa gestion financière qui conditionne les impôts locaux et sur l'avenir de la commune qui dépend du droit du sol. **Les décisions d'aménagement et d'organisation du territoire, prises sans vision locale, ont trop souvent abouti à d'irrémediables erreurs, qui ont été ensuite imputées aux Maires.**

La loi du 16 décembre 2010 affaiblit les services de proximité des mairies en proposant par exemple la création de Métropoles. Ces Métropoles apparaissent comme des échelons institutionnels supplémentaires qui éloignent davantage le citoyen de la décision et qui vident les communes de leurs compétences déjà affaiblies par les lois de 1999 et 2004.

Est-il vraiment raisonnable de proposer la création d'un niveau supplémentaire d'administration territoriale, alors que les réformes sur l'intercommunalité ne sont même pas appliquées partout en France, notamment en Ile-de-France ?

- **Pour les Bouches-du-Rhône, il serait illusoire de penser qu'une nouvelle organisation territoriale et institutionnelle pourrait guérir Marseille des maux qui l'affectent.**
- **L'Etat doit assumer à Marseille ses responsabilités financières et ses pouvoirs régaliens, notamment la sécurité.**

La Ville de Marseille ne peut pas exiger des mairies des Bouches-du-Rhône qu'elles assument ses choix. Une nouvelle entité ne peut pas avoir pour finalité de satisfaire les seuls besoins de la Ville de Marseille. **Mais, nous sommes bien conscients de l'impérieuse nécessité de poursuivre le soutien à la Ville de Marseille qui porte en elle des atouts considérables (santé, port, sciences, universités, tourisme,...).** Ce soutien peut prendre des formes souples d'adhésions volontaires à des actions communes. **Ensemble, Marseille peut reprendre son premier rang, que 26 siècles lui avaient donné et que quelques dizaines d'années lui ont fait perdre.**

En effet, l'intégration forcée dans une Métropole ne sera pas acceptée par les habitants de nos territoires qui se perdraient encore dans un nouvel étage territorial d'opacité administrative. Il est incontestable que les habitants de nos communes nous reprocheront de ne pas avoir réagi à des projets de Métropole imposés par le haut qui ne seraient qu'une nouvelle contrainte pour eux.

Aussi, nous Maires soussignés, demandons à Monsieur le Président de la République, Monsieur le Premier Ministre et aux Parlementaires :

- *de ne plus dévitaliser les communes de France,*
- *que la loi du 16 décembre 2010 soit abrogée,*
- *d'associer les communes aux projets qui concernent leurs habitants,*
- *que les projets sur l'organisation territoriale des Bouches-du-Rhône ne conduisent pas à la création d'une Métropole à marche forcée.*

Sans aucun clivage politique, sans renier nos convictions, sans cultiver la contradiction stérile, sans entretenir un climat angoissant défaitiste, c'est avec optimisme que nous espérons un vrai projet de territoire, où la Ville de Marseille et **les communes seront renforcées dans le droit du sol, dans la maîtrise de leurs taux d'impôts locaux et dans le principe républicain d'autonomie locale** qui existe depuis la création des Mairies en 1789, pour que la vie quotidienne des citoyens soit facilitée.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président de la République, Monsieur le Premier Ministre, Mesdames et Messieurs les Parlementaires des Bouches-du-Rhône, l'expression de nos sentiments les plus respectueux.

89 Maires ont écrit au Président de la République

Christian BURLE,
Maire de Peynier



Jean-Pierre
BERTRAND,
Maire de
Plan-de-Cuques



Maryse
JOISSAINS-MASINI,
Maire de
Aix-en-Provence



Danièle GARCIA,
Maire d'Auriol



Roland
DARROUZES,
Maire de Lamanon



Serge ANDREONI,
Maire de Berre l'Étang



Roland POVINELLI,
Maire d'Allauch



Jean-David CIOT,
Maire du
Puy-Ste-Réparate



Gaby CHARROUX,
Maire de Martigues



Vincent BURRONI,
Maire de Châteauneuf
les Martigues



Hervé
CHÉRUBINI,
Maire de St Rémy
de Provence



Michel TONON,
Maire de
Salon de Provence



Max GILLES,
Maire d'Eyragnès



Claude VULPIAN,
Maire de
St Martin-de-Crau



René RAIMONDI,
Maire de
Fos-sur-Mer



Daniel CONTE,
Maire de
Mallermort



Michel AMIEL,
Maire des
Pennes-Mirabeau



André MOLINO,
Maire de Septèmes
les-Vallons



Jacky GERARD,
Maire de St-Cannat



Daniel
FONTAINE,
Maire d'Aubagne



Patricia FERNANDEZ-
PEDINIELLI,
Maire de
Port de Bouc



Maurice BRES,
Maire de Mollégès



Loïc GACHON,
Maire de Vitrolles



Robert
DAGORNE,
Maire d'Eguilles



Georges
CRISTIANI,
Maire de Mimet



Roger PELLENC,
Maire de Pertuis



Jean-Claude
FERAUD,
Maire de Trets



Jean BONFILLON,
Maire de Fuveau



Robert LAGIER,
Maire de Meyreuil



Patrick PIN,
Maire de
Belcodène



Serge
PEROTTINO,
Maire de Cadolive



Albert SALE,
Maire de Peypin



Charles FABRE,
Maire de Tarascon



Michel PECOUT,
Maire de Graveson



Suzanne MAUREL-
CHORDI,
Maire de Gréasque



Robert CHARDON,
Maire de Venelles



Jean-Louis
ICHARTEL,
Maire de Barbentane



Régis MARTIN,
Maire de
St Marc Jaumegarde



Robert VILLEVIEILLE,
Maire de La
Roque d'Anthéron



Jean-Claude
PERRIN,
Maire de
Bouc-Bel-Air



Yves MESNARD,
Maire de
Roquevaire



Michel ILLAC,
Maire de
Ensuès-la-Redonne



Hervé
SCHIAVETTI,
Maire d'Arles



Guy ALBERT,
Maire de Jouques



Claude
PICCIRILLO,
Maire de St-Victoret



Joël MANCEL,
Maire de
Beaurecueil



Richard MARTIN,
Maire de Cabriès



Roger PIZOT,
Maire de St Paul-
Lez-Durance



Michel LEGIER,
Maire du Tholonet



Gilles AICARDI,
Maire de Cuges-
les-Pins



René GIMET,
Maire de
St Chamass



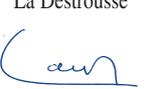
Roger MEI,
Maire de Gardanne



André LENEL,
Maire de
St Savournin



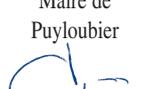
Michel LAN,
Maire de
La Destrousse



Jacky PIN,
Maire de Rognes



Frédéric
GUINIERI,
Maire de
Puylobrier



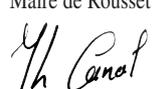
Yves VIDAL,
Maire de Grans



Michel BOULAN,
Maire de
Châteauneuf
le-Rouge



Jean-Louis
CANAL,
Maire de Rousset



Claude FILIPPI,
Maire de Ventabren



André JULLIEN
Maire de La
Bouilladisse



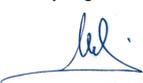
Yves PICARDA,
Maire de Rognonas



Georges JULLIEN,
Maire de Noves



Mireille JOUVE,
Maire de
Meyrargues



Guy BARRET,
Maire de Coudoux



Jacques BUCKI,
Maire de Lambesc



Georges ROSSO,
Maire du Rove



Danielle LONG,
Maire de Peyrolles



Rolland ROCHE,
Maire de Boulbon



Michel BOYER,
Maire de
Simiane-Collongue



Yves WIGT,
Maire de Charlevat



Guy FRUSTIE,
Maire de
Fontvieille



Jean-Louis
LEPIAN,
Maire de Plan
d'Orgon



Jacqueline
CORNILLON,
Maire de Maillane



Jacky PICQUET,
Maire de St-Pierre
de-Mézoargues



Jean-Pierre
GIORGI,
Maire de Carnoux-
en-Provence



Michel FENARD,
Maire des
Baux-de-Provence



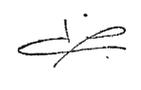
Laurent GESLIN,
Maire de Mas
Blanc des Alpilles



Philippe CHARRIN,
Maire de
Vauvenargues



Olivier GUIROU,
Maire de La Fare
les Oliviers



Rémy FABRE,
Maire de Sénas



Robert DEL
TESTA,
Maire de
St Etienne-du-Grès



Jean-Pierre
DUFOUR,
Maire de
St Estève-Janson



Pierre MINGAUD,
Maire de La
Penne s/Huveaune



Daniel GAGNON,
Maire de
Cornillon-Confoux



René FONTES,
Maire d'Eygalières



Lucien
DUPERREY,
Maire de
St Antonin s/Bayon



pour dire NON à la Métropole de Marseille